

Mandat – Examen externe indépendant

17 mars 2026

Contexte

Élu le 3 novembre 2025, le gouvernement du Yukon croit que pour déterminer les changements qui doivent être apportés au ministère de l'Éducation, il faut procéder à un examen indépendant afin d'évaluer dans quelle mesure le Ministère administre efficacement le système d'éducation. L'examen indépendant est un engagement du gouvernement à procéder à une refonte complète du système d'éducation afin de s'assurer que tous les apprenants reçoivent un soutien efficace pour réaliser tout leur potentiel et qu'ils sont bien préparés aux étapes suivantes de leur vie, qu'il s'agisse de poursuivre leurs études, de suivre une formation dans les métiers ou de se préparer au monde du travail de demain. Le gouvernement croit que l'apprentissage et la réussite des élèves doivent être au cœur de toutes les décisions prises, tout en reconnaissant que le système doit être durable.

Depuis des années, des rapports font état de graves préoccupations au sujet du système d'éducation du Yukon, particulièrement le fait que ce système n'améliore pas la réussite de tous les élèves du territoire. Le rapport de 2019 du vérificateur général du Canada sur l'éducation de la maternelle à la 12^e année a mis en évidence d'importantes préoccupations concernant les écarts de réussite, en particulier pour les élèves autochtones, les élèves ayant des besoins particuliers et les élèves en milieu rural. Malheureusement, les rapports antérieurs n'ont pas toujours mené à l'élaboration de plans de mise en œuvre suivis et ajustés par le Ministère afin d'assurer la réussite des élèves.

Récemment, le paysage de l'éducation au Yukon a considérablement changé. Plus du tiers des écoles du Yukon est administré par des commissions scolaires. Les gouvernements des Premières Nations du Yukon peuvent notamment négocier des ententes de gouvernement à gouvernement pour le partage des pouvoirs en matière d'administration et de prestation des services d'éducation offerts sur leurs territoires traditionnels. Cette nouvelle réalité met en évidence la nécessité d'apporter des changements organisationnels et opérationnels au ministère de l'Éducation pour en tenir compte.

Contrairement à d'autres systèmes d'éducation au Canada, la structure du ministère de l'Éducation sert deux objectifs. Le premier est d'aider le gouvernement à élaborer des lois et des politiques, y compris des normes et des mécanismes de responsabilisation. Le deuxième objectif consiste à agir comme une commission scolaire et de soutenir les élèves, les écoles et les familles. Cette dualité représente actuellement un défi. Les responsabilités ministérielles et législatives exigent une gestion prudente pour s'assurer qu'elles ne portent pas atteinte au mandat principal de servir les élèves et les écoles. Il faut trouver une solution à ce problème structurel. De plus, au-delà des structures, l'équité est un enjeu dans l'ensemble du système et le personnel éducatif se sent déconnecté du Ministère ainsi que des services et du soutien qu'il reçoit.

Objectif de l'examen et comité d'examen externe indépendant

L'examen a pour but d'évaluer les forces, les défis et les possibilités du ministère de l'Éducation, de dégager des conclusions et de faire des recommandations qui mèneront à un système axé sur l'élève, cohérent et durable, y compris des attentes élevées pour chaque apprenant.

Le comité d'examen externe indépendant est composé de quatre membres qui possèdent une vaste expérience du système ou au sein du système. Le comité est indépendant du gouvernement et extérieur au ministère de l'Éducation. Les membres sont Gillian Stavely, Greg Story, Judith Arnold et Lorraine Taillefer.

Portée

L'examen portera sur le parcours de la maternelle à la 12^e année, les études postsecondaires, les formations dans les métiers et les compétences d'avenir. Il convient de noter que la Section de l'éducation de la petite enfance et des services de garde participe actuellement à un audit de performance du Bureau du vérificateur général du Canada, et les recommandations du rapport qui en résultera seront traitées séparément par le ministère de l'Éducation. Par souci de clarté, ni les activités de la First Nation School Board ni celles de la Commission scolaire francophone du Yukon ne sont visées par le présent examen.

Processus d'examen

Le processus d'examen comprendra une vaste consultation avec les gouvernements et les groupes des Premières Nations du Yukon. Seront aussi consultés le personnel du Ministère, des écoles et des sites scolaires, les commissions scolaires, les conseils scolaires, les représentants de toutes les Premières Nations, l'Université du Yukon, les représentants des écoles catholiques, les groupes d'enseignement à domicile, les groupes d'éducation spécialisée, l'Association des professionnels de l'éducation du Yukon, des particuliers et d'autres parties. Il sera aussi possible de soumettre des observations écrites et de répondre à un sondage en ligne. Les commentaires reçus seront pris en compte par le comité d'examen dans l'analyse des constatations et la présentation des recommandations.

Un site Web sera créé pour publier de l'information sur l'examen du ministère de l'Éducation, le calendrier de participation des groupes et des particuliers, les observations écrites et le sondage.

Priorités

1. Structures

Dans quelle mesure les structures organisationnelles actuelles (rôles, hiérarchie) et opérationnelles (processus, prestation de services, soutien) du ministère de l'Éducation sont-elles utiles aux élèves des écoles, des communautés scolaires, des partenaires et des intervenants?

2. Responsabilité

Dans quelle mesure le ministère de l'Éducation utilise-t-il un processus cohérent et fondé sur des données avec les écoles, les sites scolaires et les commissions scolaires pour surveiller les progrès des élèves, examiner la réussite et mettre en œuvre des stratégies efficaces pour combler les lacunes et améliorer constamment les résultats scolaires?

3. Relations et communication

Dans quelle mesure les relations au sein du ministère de l'Éducation et avec les écoles, les parents, les partenaires et les parties intéressées sont-elles positives et axées sur l'amélioration de la réussite de chaque apprenant?

4. Normes et culture

Dans quelle mesure le ministère de l'Éducation favorise-t-il le partage des responsabilités, s'attaque-t-il efficacement aux conflits, à la discrimination ou à la complaisance et fait progresser l'équité afin d'améliorer les résultats pour tous les apprenants?

Livrables et échéanciers

Dans son rapport d'examen final, le comité présentera ses conclusions, soulignera les réussites, fera des recommandations fondées sur la recherche ainsi que des suggestions réalisables. Le rapport servira de plan à court et à long terme afin de s'assurer que le Ministère assume ses responsabilités pour ce qui est de fournir une orientation, des conseils, une surveillance et des services de soutien efficaces au système et aux élèves.

Le comité présentera au ministre de l'Éducation un rapport d'étape au plus tard le 30 juin 2026 puis un rapport intermédiaire au plus tard le 30 septembre 2026. Enfin, un rapport final sera déposé avant la fin de l'année civile 2026. Au cours de cette période, le comité peut cerner des préoccupations et faire des recommandations qui nécessitent une attention immédiate.

Gestion de l'information

Pour préserver l'indépendance du comité, les communications entre le ministère de l'Éducation et le comité se feront comme suit :

- Un agent ou une agente de liaison du Ministère fournira au comité d'examen un soutien organisationnel, technique et opérationnel et fournira de l'information détenue par le Ministère sur demande. L'agent ou l'agente de liaison coordonnera également les réunions avec le personnel du ministère de l'Éducation, les participants à l'examen et le ministre et le sous-ministre.
- Le comité et le secrétariat conserveront l'information et les registres conformément aux exigences en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée.

Budget

- Le Ministère financera les activités du comité conformément à la politique du gouvernement du Yukon sur les finances et les marchés.